

# Rwanda : Invitation à la réconciliation

Florence Haguenaer

L'Humanité, 17 août 1994

**Le gouvernement rwandais peut enfin pénétrer dans la zone « Turquoise » pour tenter de convaincre les populations de ne pas fuir vers le Zaïre. Mais ce message de réconciliation a du mal à passer.**

De notre envoyée spéciale.

IL a fallu quitter la route asphaltée, parcourir 80 km de pistes poussiéreuses à travers un pays désolé, passer devant des villages fantômes et nous voilà à Mabanza, une commune de l'ouest du Rwanda, en bordure du lac Kivu, qui forme la frontière avec le Zaïre. Sur la place, assis sur des chaises ou debout, serrée les uns contre les autres, une foule compacte. Trois mille personnes peut-être, attentives, silencieuses, inquiètes. Même les enfants, juchés sur les arbres, même les adolescents, qui ont escaladé les panneaux de basket pour mieux voir et entendre, semblent inquiets. C'est que l'événement est d'importance : pour la première fois depuis la fin de la guerre, et après d'âpres négociations avec les militaires français installés sur cette zone, des membres du nouveau gouvernement rwandais peuvent venir s'adresser aux habitants de la région.

De Mabanza et d'alentour, beaucoup manquent à l'appel. Car, ici comme ailleurs, les massacres ont été effroyables. Pourtant, il y a du monde

sur la place : le village compte actuellement nombre de déplacés réfugiés ici depuis plusieurs semaines, après avoir fui les combats de Kigali où simplement l'avance du FPR. Et beaucoup parlent de reprendre la route pour gagner le Zaïre lorsque les soldats français quitteront la zone. Nous avons croisé des dizaines de familles, enfants sur le dos, matelas sur la tête et des balluchons mal ficelés aux bouts de bras, traînant leur fatigue vers ce Zaïre qu'ils croient la terre promise. C'est qu'ils ont peur. Peur de ces militaires du Front populaire rwandais que, depuis des années, les fascistes au pouvoir leur décriaient comme des monstres ; peur de ces rumeurs qui courent les collines et font état d'exactions commises par le nouveau gouvernement ; peur aussi peut-être des actes que certains, parmi les habitants, ont été amenés à commettre contre leurs voisins, contre leurs frères, contre ceux désignés comme l'ennemi, parce que le mot Tutsi figurait sur leur carte d'identité.

Au milieu de la place, le ministre de l'Intérieur - un homme originaire de la région -, celui de la Réhabilitation - chargé notamment des problèmes des réfugiés et des personnes déplacées - et celui des Travaux publics. Présent également le représentant spécial du secrétaire général des Nations unies pour le Rwanda, Mohamed Shahargar Khan.

Lorsqu'ils prennent la parole, le silence est terrible. Pourtant ils parlent de paix ; ils disent savoir les rumeurs dont le nouveau gouvernement est l'objet ; ils proposent que les réfugiés désignent des représentants - protégés s'ils le désirent par des représentants des Nations unies - pour circuler dans le pays, et revenir porter témoignage ; ils insistent sur le fait que le pays doit revivre, que chacun doit récupérer ses biens, retourner dans sa commune, dans sa colline, reprendre ses activités et notamment ses activités agricoles, « car le pays ne peut vivre éternellement de l'aide alimentaire ». Ils évoquent également avec fermeté la nécessité de poursuivre devant les tribunaux ceux qui ont commis des crimes, ceux qui ont incité aux massacres : « Ça n'est pas de vengeance dont nous parlons, mais d'une véritable justice qui fasse son travail. »

Quelques applaudissements commencent à éclater lorsque le ministre de la Réhabilitation indique que des camions, prêtés par la Communauté internationale, seront mis à la disposition des familles qui souhaitent rejoindre leur village. Mais on sent que la méfiance n'est pas complètement tombée. Et l'atmosphère ne commencera réellement à se détendre que lorsque la parole sera donnée à ceux qui le

souhaitent. Tous demandent des garanties, des précisions sur le rôle des casques bleus. Ils souhaitent entendre de nouveau les ministres affirmer que le départ des soldats français ne va pas replonger le pays dans un bain de sang. Les membres du gouvernement, inlassablement, répètent leur message de paix, relayés par le représentant des Nations unies. Lorsque les ministres quittent le village, des personnes viennent les saluer, les toucher. Plus étonnant encore, certains tiennent à embrasser les trois jeunes soldats du FPR. L'un de ceux qui a posé une question, précise : « Nous ne sommes informés de rien. Nous ne captions pas la radio de Kigali. Nous avons besoin que le gouvernement vienne jusqu'ici pour nous parler... Ne serait-ce que pour savoir qu'il existe vraiment. » Sans doute la peur a-t-elle un peu reculé.

Pourtant, en reprenant la piste défoncée, en repassant devant ces villages fantômes, chacun se demandait si les réfugiés viendraient enfin les repeupler. Car ces gens, nourris pendant tant d'années de mensonges et de haines, avaient-ils entendu les mots du nouveau gouvernement de Kigali pour ce qu'ils sont : un appel à la réconciliation ?

FLORENCE HAGUENAUER